

1. Introduction

Une amie du Forum Pour la France me fait parvenir cette étude de Jacques Sapir avec une petite annotation, effectivement elle va dans le même sens que ce que j'écrivais ces jours derniers. Seulement tout n'est pas encore clair, tentons de décrypter un tout petit peu.

2. Plan d'assouplissement

2.1. Analyse

Appelons d'abord le QE = Plan d'assouplissement.

Ensuite quelques vérités, rappelées par Jacques Sapir.

Le FPF avait prévu la baisse de l'euro n'était pas la panacée annoncée par certains économistes et quelques politiques :

- 1) la majeure partie du commerce extérieur de TOUS les Etats membres se réalise dans la zone euro, (France 52%) donc influence réduite ;
- 2) Pour les très grosses entreprises, la moitié de la production se réalise en zone dollar (Air Bus) ;
- 3) Les exportateurs se sont "couverts" en dollars il faut attendre la fin des couvertures pour voir un quelconque effet ;
- 4) Prix bas, prix hauts, il faut avoir quelque chose à vendre.

Juste une chose sur le déficit des Etats :

- Ces 50, 60 et 70% d'exportation multiplié par 2 avec les importations entre Etats membres de la zone euro privent les Etats des droits de douane ;
- Rien que pour la France il s'agit d'un manque à gagner d'au moins 50 milliards

Petite différence avec J. SAPIR s'il est vrai que sur le papier, nous ne sommes pas en période de manque de liquidités, nous manquons quand même de liquidités, pour diverses raisons :

- l'épargne monumentale des Français qui jette les liquidités vers les compagnies d'assurances, qui elles, financent les déficits des Etats.
- Donc pas assez de liquidités disponibles pour la consommation.

Ensuite la captation de l'argent par quelques personnes.

2.2. Les actions

PREMIERE REACTION AU PLAN D'ASSOUPPLISSEMENT :

Les ménages et les entreprises (en France) vont plutôt vers le désendettement, ce qui laisse prévoir un nouvel échec de ce plan d'assouplissement.

Si c'est par la politique budgétaire, et non monétaire que l'on lutte contre la déflation (nous ne sommes pas en récession), c'est par une politique de dépenses.

Le temps est venu de lancer cette politique, à la condition que l'argent emprunté ne serve plus à régler la partie endettement, mais la partie investissement.

UNE CHOSE IMPORTANTE, pas encore très nette, mais qui concerne le risque.

Une part de 20% de ce risque sera supportée par le mécanisme européen, et 80% par la banque centrale du pays concerné.

3. Conclusion

A part le pipeau de l'affaire, j'y reviens, c'est quand même un début de retour vers un brin de souveraineté. Elle concerne les risques, mais la capacité des banques centrales nationales de décider qui obtiendra quoi dans leur pays. ***IL EST POSSIBLE EN EFFET QUE CELA SOIT LE DEBUT DE LA FIN.***

Le pipeau, 80% des risques assurés par la banque centrale du pays.

Un Etat en défaut, qui perd les 80% :

- Il ne perd rien, il ne peut pas rembourser, et puis rembourser quoi ?
- La planche à billets assure une production sans une garantie quelconque, la BCE perdra donc le prix du papier et de la peinture, plus le prix de l'élastique qui entoure les billets.

Affaire de la cour de justice, avant toute autre chose : art 123 du TFUE.

Il est interdit à la BCE, et aux banques centrales nationales d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions, organes, où organismes de l'union Des instruments de leur dette est également interdit, et elle va dire quoi la Cour d'injustice?

Elle répondra sur une autre question alors que la véritable réponse doit être :

- ***Votre machin ne marche pas, détruisez le !***

Oui mais sous réserve d'inventaire des décisions, une porte vers la renationalisation des politiques monétaires semble avoir été ouverte.

C'est ce que nous espérions avant-hier avec le Professeur Cotta. (Sous réserve, pas d'emballlement, rien n'est clair) Rien n'est certain sur la réussite de ce plan, car nous n'avons pas d'exemple :

- Etats-Unis il faudrait séparer les QE des effets du gaz et pétrole de Schistes ;
- En Grande Bretagne, la relance vient uniquement de la City qui traite des affaires monétaires internationales ;
- Au Japon qui s'essouffle n'oublions pas l'énorme ardoise à payer du Tsunami, et de l'accident de la centrale nucléaire.

Donc personne ne peut présager de quoi que ce soit, même chose pour la déflation.

Aucun économiste français vivant n'a jamais connu de déflation, conséquences, comment guérir de cette lèpre ? Nous savons juste que c'est la pire des choses :

- 1140 milliards en 18 mois,
- ***Cela n'est rien comparé à l'énorme dette des Etats membres (environ 10 000 milliards d'euros), ajoutons les entreprises, cela peut intéresser effectivement 3 Etats puisque les prêts seront accordés aux mieux notés –***

QUELLE SOLIDARITE- sauf que pour l'Allemagne et la France, emprunter sur les marchés financiers coûtera moins cher qu'à la BCE. Bénéficiaires : oui le marché des titres, aucun effet sur la consommation, donc sur la production, dont sur le déficit des Etats.

Seuls gagnants, les banques qui pourront accorder des crédits, quelques banques en mauvaise posture et situées Outre Rhin pourraient en tirer quelques bénéfices.

Pour le reste : opération zéro, mais peut-être le début de la fin, sur le plan technique, mais surtout à cause de l'égoïsme de la décision.

Seuls les pays bien notés auront droit d'approcher de la sainte table. Seule la solidarité pourra sauver nation, empire, et association, cette solidarité n'existant pas, le machin va disparaître

Henri FOUQUEREAU

Secrétaire général du Forum Pour la France